

Les violences des banlieues en novembre 2005.

**Quelques éléments de réponse à la demande du Docteur Jean-Louis Boppe,
Ministères de la l'Emploi, de la cohésion Sociale et du Logement, de la Santé et des
Solidarités, Bureau de la Coopération Internationale.**

Introduction :

Deux questions notamment nous étaient posées au sein de la SFP :

- causes du déclenchement et mécanismes de ces évènements collectifs violents.
- explications quant à son inégale répartition sur le territoire national.

J'essaierai ici de donner quelques éléments de réponse qui paraissent incontournables à prendre en compte si l'on veut comprendre les réalités cliniques vécues sur ces terrains particuliers que sont les banlieues et par cette population précise. La question territoriale découle assez facilement de ces constatations, même si évidemment des sociologues, et spécialistes des phénomènes territoriaux pourraient utilement apporter leur concours pour répondre à la deuxième question.

En tant que psychologue et en tant que clinicien travaillant entre autres au sein d'un Service de Prévention Spécialisée, il m'apparaît assez régulièrement que ceux que l'on appelle ordinairement les « Jeunes », qu'ils soient de banlieue ou non, présentent les caractéristiques suivantes :

Qui sont les « Jeunes » en 2005-2006? De quelle crise identitaire s'agit-il ?

-leur âge est celui de l'adolescence, qui débute comme tous avec la puberté, mais qui peut se terminer tard.(on ne connaît pas la fin de cet âge, sinon par des critères essentiellement sociaux :départ du domicile parental, relative stabilité relationnelle avec le même partenaire affectif et sexuel, insertion professionnelle ou travail assuré).Cet âge est celui de transformations majeures du corps et de ses apparences, des remaniements pulsionnels, des remaniements et des deuils des imago parentales face à des parents réels qui sont naturellement désidéalisés, des vocations. C'est aussi l'âge des initiations et de la socialisation qui doit se faire avec les pairs du même âge, par identifications à eux (et non plus aux parents), et par conséquent en se différenciant de la génération précédente, quitte à le faire de manière parfois brutale si celle-ci n'y consent pas (les adolescents doivent peu à peu acquérir une indépendance, sans se sentir excessivement entravés par les traditions ou par leurs parents, au risque de les conduire à des mouvements de révolte).Par le biais de la socialisation, et quand elle fonctionne, ils acquièrent en les introjectant les notions de responsabilité et les normes et valeurs de notre Société, ses usages, et par conséquent leurs droits et devoirs au regard de notre Société. L'adolescence est aussi l'âge des pathologies qui s'accroissent, ou qui s'achèvent, mais aussi de celles qui se déclarent comme par exemple la redoutable schizophrénie, ou de certains troubles comportementaux, mais pas seulement hétéro-agressifs qui font les unes des journaux, tel les anorexies ou les suicides par exemple. L'adolescence est donc par nature une période où le narcissisme des individus est très sollicité et fragilisé par les profonds changements narcissiques et objectaux que nous avons rapidement évoqués ci-dessus. La dépressivité adolescente est donc normale ainsi que certains de ses mouvements pulsionnels excessifs (agressivité, sexualité).ils ont donc, de par nature, besoin de lieux, de temps, et de personnes où ils puissent élaborer la négociation afin de mentaliser leurs conduites, ce qui évite qu'elle ne passe directement dans des passages à

l'acte parfois répréhensibles. Comme disait Gilles Vigneault, chanteur canadien, « la violence est un manque de vocabulaire » et se résume souvent à une incapacité d'avoir pu exprimer autrement qu'en actes violents ce qui aurait pu s'exprimer autrement avec des mots. Il y a donc une urgence capitale à multiplier ces opportunités pour nos adolescents.

-un grand nombre d'adolescents vit actuellement une extrême inquiétude quant à l'avenir, tant professionnel, qu'existential, que même planétaire et environnemental, et les grands idéologies ou idéaux ne sont plus là pour les soutenir ni enthousiasmer (du type mai 68, Marxisme, musique Hippie, etc...). S'il est classique de constater des mouvements de doute à cet âge quant à l'avenir, la conjoncture socio-économique française et mondiale ne fait que l'accentuer. Elle est évidemment encore plus fortement et plus mal ressentie chez les plus fragilisés ou démunis, que ce soit sur le plan individuel et psychologique, ou que ce soit sur le plan socio-économique.

-Les grands modèles (certains et évidents pour les générations antérieures) quant à des normes sociales et leurs Institutions montrent régulièrement leurs limites ou leurs défaillances, ce qui les fragilisent, les font mettre en cause, et instaure un doute croissant au sein de la jeune génération quant à leurs fiabilités et leurs valeurs :

-Crédibilité (battue en brèche) de certains Politiques qui promettent sans tenir leurs promesses.

-Impression que la Justice est certes lente, mais qu'elle couvre en plus certains scandales de ces mêmes Politiques. (Non sanction de Politiques incriminés dans des affaires sous couvert d'amnisties diverses ou de non-lieux, ou de procédures ne faisant pas la lumière ni la justice sur ce même type de faits.)

-Mise en doute de l'Institution chargée majoritairement de l'Education et de ses représentants dans notre pays par les autres adultes (voire par certains de ses membres) ce qui n'est ni rassurant ni soutenant, même si cela peut présenter évidemment aussi des effets positifs de remise en cause dans cette Institution.

-Contestation de la légitimité de l'action policière .Ce phénomène n'est évidemment pas nouveau chez les jeunes générations, mais il s'est développé pour au moins trois facteurs :

-accroissement du nombre d'agents en tenue et des contrôles de toutes sortes, faisant de fait monter une tension sociale, accusations répétées et fréquentes d'attitudes xénophobes, voire racistes, ou à tout le moins sélectives du type de Sujets contrôlés en fonction de leur âge (jeunes) et de leur couleur de peau (autres que blanche) et il est trop fréquent d'entendre dire que certains « Jeunes » sont contrôlés 20 à 30 fois par jour dans leur « Quartier ».

-choix politique d'accentuer la répression au lieu de la prévention (ce qui est très vite visible sur le terrain) est très mal ressenti.

-concertations multiples qui inquiètent (sans être encore vraiment connues) quant à la confidentialité des données personnelles échangées (Mairies, Police, Justice, Secteur Social, certaines Associations, etc...) au cours de différents dispositifs successivement élaborés.

-Enfin, les dispositifs d'Aides Sociales, des Associations agréées par les Conseils Généraux ou de Soins Publics (dont notamment la Politique de Secteur Psychiatrique) ayant en fait de moins en moins de moyens, l'accès à l'aide et /ou aux soins se fait de plus en plus difficile pour la population, et là encore, les plus démunis et plus fragiles sont les plus pénalisés. Il faut parfois des mois pour amener par exemple un adolescent à consulter un psychologue ou un psychiatre. Mais cette démarche est souvent anéantie malgré les efforts de uns comme des

autres, faute de place, et suite à des «listes d'attente »interminables et inadaptées à des adolescents (comment penser un seul instant qu'un adolescent en mal-être puisse maintenir sa demande de soin ou d'écoute pendant 3 ou 6 mois ?) .

Quelques spécificités de la banlieue :

L'étymologie nous rappelle cruellement à quel point nos politiques territoriales on appliqué à la lettre finalement ce qu'elle est sensé signifier : le lieu du ban, le lieu des bannis. Il est clair que les banlieues sont, en particulier dans certains quartiers maintenant bien identifiés, des concentrations de difficultés :

- environnement spatial vétuste, peu ou mal entretenu, peu résistant de fait au temps et aux Dégradations (ce qui les maintient), aspect concentrationnaire des bâtiments de par leur massivité et leur caractère clos et éloigné des centres-villes.
- équipements municipaux éloignés en centre ville, que ce soit pour des démarches administratives ou des démarches culturelles ou de loisirs, d'où nécessité de transports pas forcément fréquents ni adaptés en conséquence. .
- densité de l'habitat.
- logements vétustes, exigus, mal insonorisés, voire insalubres(cafards et autres insectes).
- majorité de personnes pauvres ou défavorisées sur le plan économique, avec proportion de chômeurs notablement plus importante que dans les autres quartiers des villes.
- proportion nettement plus importante de population immigrée, de religion non-chrétienne (70% de musulmans par exemple dans le quartier de Clichy -sous- Bois ou se sont passés les événements déclenchants) qui cumulent en plus des difficultés économiques celles de la langue ou de l'insertion culturelle.

Et les « Jeunes des banlieues» dans tout cela ?

Ils sont encore plus fragilisés que les autres adolescents des autres quartiers :

-il faut d'abord et encore ici réaffirmer que tous les adolescents des cités de banlieue ne sont pas tous des délinquants ni des illettrés ni des incapables, ce que trop auraient tendance à penser de manière simpliste ou démagogique.

- les logements exigus ou mal sonorisés ne donnent pas l'envie d'y rester, sauf par crainte d'agressions éventuelles. La propension naturelle des adolescents à sortir est donc encouragée (ils « traînent dehors ») ce qui leur est ensuite reproché ou peu toléré et ils y développent d'autant plus une identité territoriale via un sentiment d'appartenance extrêmement fort.

-l'environnement ne donne évidemment pas envie de le respecter, d'où des dégradations et des conduites délictueuses en bandes, faciles à mener et tentantes puisque peu ou pas fréquemment réparées ou de manière peu efficace car peu durable.

-par ailleurs, les lieux où ils pourraient exercer des activités qui les intéresseraient ne sont ni encouragés, ni réparés au plus vite en cas dégradations (ce qui est pourtant primordial)

-l'impunité règne d'autant plus que le vécu d'anonymat y est fortement ressenti par ces adolescents qui ne se retrouvent pas dans ces grands espaces bâtis et froids qu'ils connaissent, mais qu'ils n'apprécient pas, ayant parfaitement compris ce dont il s'agit : le lieu du ban. S'ils le maîtrisent, c'est dans une tentative, et donc ensemble, assez rapidement dans des conduites délictueuses de bandes, afin de se sentir exister au moins par le biais de groupes où ils trouvent enfin une identité et une reconnaissance.

-ils ont moins souvent que d'autres des images identificatoires (ou de modèles) solides à qui se référer pourtant si nécessaires à leur âge: quand Papa-chômeur est en pyjama le matin,

que maman déprime, ou qu'ils sont totalement débordés par leurs soucis (familiaux, économiques, de santé, etc....), il est probablement plus difficile de se lever pour aller accomplir son devoir d'élève à l'école ou au collège que quand on habite les beaux quartiers du centre-ville ou les parents travaillent, ou sont cadres, ou n'ont pas toutes les difficultés cumulées que nous avons citées.

-les adolescents directement issus des immigrations ont encore plus de difficultés dans la mesure où la langue parlée à la maison n'est évidemment pas forcément celle de l'école. Par ailleurs, certains souffrent de désaffiliations/acculturations majeures, ayant finalement perdu leurs repères culturels du pays d'origine des parents ou des grands-parents.

-Trop adolescents souffrent de retard scolaire, avec à la clef des problématiques complexes qui ne signifient pas toujours comme il se dit abusivement une démission des parents, mais une réelle détresse de parents qui n'ont pas les moyens psychiques ni affectifs de les élever, soit qui sont encore sous le coup des traumatismes les ayant amenés en France, soit pris dans des difficultés financières omniprésentes, le tout accentuant leur dépressions chroniques peu stimulantes pour des adolescents en mal de repères et d'adultes solides. Le travail psycho-social conduit régulièrement à constater que les carences éducatives sont largement involontaires, souvent dues à des phénomènes de répétitions générationnelles, ou de non transmissions de valeurs ni de comportements éducatifs (grands-parents n'ayant pas transmis aux parents qui ne peuvent de ce fait transmettre à leurs enfants). Certaines sanctions envisagées par les tribunaux interrogent donc le sens visé, mais aussi surtout ce qu'il peut en être compris.

-certains adolescents se plaignent d'avoir été orientés d'avantage en fonction de la situation sociale de leurs parents que par rapport à leurs capacités réelles sur le plan scolaire, ce qui leur fait encore plus durement ressentir leur sentiment de rejet par l'une de nos Institutions qui a d'ailleurs été visée au cours des émeutes, ce qui n'est pas anodin.

Les événements d'octobre-novembre 2005 :

Les causes déclenchantes :

Sans vouloir détailler ce qui s'est largement diffusé dans la presse, il s'agit de comprendre en effet comment des banlieues ont pu à ce point s'embraser. Le point de déclenchement est pourtant assez simple à identifier en ce qui concerne la banlieue parisienne : 2 adolescents étant poursuivis par des policiers à Clichy-sous-Bois (93) pendant la nuit du 27 octobre 2005 se sentent dans un tel danger radical et existentiel (c'est tout de même une question), qu'ils vont trouver refuge n'importe où, là où ils pensent leur échapper, à savoir dans un transformateur électrique, ou ils trouveront la mort. Le décès est évidemment en lui-même un traumatisme majeur pour leurs familles, mais aussi pour le quartier qui les connaissait, ce qui ne va qu'accroître la haine latente des adolescents vis-à-vis des policiers et vis-à-vis de l'« Ordre établi », sorte de bonne aubaine pour les pulsions adolescentes pour se déverser dans un chaos appelé « émeutes », « événements », etc... Nous pourrions aussi appeler cette rage collective un premier moyen, certes violent et illégal, de commencer à faire le deuil actif (cf la notion d'abréaction si bien traitée initialement par S. Freud) d'un pair « sacrifié » (la jeunesse a toujours eu besoin d'idéal, de héros) sur l'autel d'un « Ordre adulte » qui aurait avant tout les caractéristiques suivantes :

- hors de la Cité ou du « Quartier », venant du dehors, et donc forcément potentiellement intrusif ou agressant.
- vécu comme radicalement différent de certains codes du lieu où il vient.
- vécu comme protégé par les Politiques, voire illégitime.
- vécu comme coupé de la population de la Cité par le discours, les promesses non tenues, les réalisations spécifiques en direction des adolescents traînant ou ne se

faisant pas.

-ne reconnaissant pas les adolescents ni leurs discours ni leurs spécificités, ni leurs difficultés ou leurs attentes : Ils se sentent majoritairement considérés comme dévalorisés, voués plus tard au chômage quels que soient leurs efforts scolaires (en miroir de leurs parents) , dénigrés ou rejetés de la Société dans laquelle nous vivons, vécus avant tout soit comme des individus pas à part entière (radicalement castrés dans la réalité), soit comme des « sur-individus » dangereux , voire nocifs. Un point particulier doit être précisé à ce propos : le besoin de reconnaissance est certes présent chez tout individu, mais il est fondamental chez les adolescents qui cherchent leur Personnalité et en ont besoin, tout en s'identifiant à d'autres. S'ils ont besoin de reconnaître les autres en s'y identifiant, ils ont aussi un besoin fondamental eux –mêmes d'être reconnus. Cette difficulté majeure qu'ont certains à ce niveau se retrouve dans un symptôme que nous pourrions qualifier de « symptôme psycho-social » : certains adolescents ne peuvent même pas envisager d'aller dans Paris, ne pouvant supporter le regard qu'ils imaginent qui sera (ou qui est) porté sur eux, de par leur provenance géographique qu'ils s'imaginent évidente à décrypter au premier regard . Certes, certaines tenues ou propos ne trompent pas , non plus que certaines dégaines plus provocantes que d'autres , que nous connaissons tous. Mais ce n'est pas le cas de tous les adolescents de ces quartiers qui souhaiteraient aussi que la banlieue ne soit pas le ghetto dont il soit si difficile de sortir. Du moins un certain nombre l'exprime. D'autant plus que cette difficulté est accrue au cas où ils portent la marque phénotypique de leur culture d'origine (cf. Le racisme ambiant dont tellement de nos concitoyens « non-blancs de peau » se plaignent et qui est confirmé également par les observateurs étrangers).

Ces événements se seraient donc déclenchés « juste » à cause du décès de deux adolescents ce qui aurait motivé la suite.

Certains autres mécanismes collectifs identifiables :

L'hypothèse du deuil non fait comme exutoire collectif ne suffirait donc pas pour expliquer la propagation dans de telles proportions et sur un territoire aussi vaste des ravages collectifs causés ces nuits-là. D'autres facteurs auraient aussi pu jouer :

-certains avancent notamment que la température extérieure était idéale, suite à des études qui démontrent l'existence d'une température optimale pour les rassemblements collectifs extérieurs et émeutes.

-la nuit, comme le groupe, sont clairement aussi identifiés comme favorisant l'anonymat, et donc la violence collective déresponsabilisée.

-il a été clairement montré que les adolescents disposaient de dispositifs leur permettant de s'organiser en groupes bien plus efficaces et de développer une stratégie contre leurs adversaires symboliques et réels que représentaient les forces de l'ordre (téléphones portables notamment).

-des études montrent aussi qu'observer la violence conduit peu à peu à la commettre: si certains ne souhaitaient pas initialement être violents, ils ont pu y être peu à peu s'y adonner dans des conduites de suivisme et de conformisme banales dans les groupes et foules, cet effet de résonance (ou de contagion comportementale) s'accroissant avec la taille des groupes.

-il a été constaté qu'un effet de compétition avait joué également : les « émeutiers » de ces nuits pouvant disposer de photos témoignant de violences sur leurs téléphones portables ou sur l'Internet et il y a eu effet de compétition pouvant aussi expliquer au moins en partie la plus grande participation de certains à ces événements, dans une sorte d'émulation négative vers la violence, mais qui correspond aussi à des valeurs délinquantes ou de certains dans les Cités (« casser du flic » devient un acte d'héroïsme et est admiré par les autres du groupe).

D'autres causes déclenchantes :

-la population a estimé que la Police avait minimisé ou nié ses erreurs, sans véritable arbitrage des instances légitimes censées le faire, aggravant le sentiment d'injustice et de préjudice subi, le ressentiment du quartier et prioritairement celui de sa jeune population, en résonance avec le vécu commun latent que nous avons exposés ci-dessus d'illégitimité de la force publique. .

-la mosquée Bilal a été incendiée par cette même Police au cours d'une « bavure » dans la nuit du samedi 29, soit 2 nuits seulement après les premiers faits dont les cicatrices collectives ne s'étaient évidemment pas refermées.

-les Politiques se sont fortement mobilisés, dont en particulier les Maires, premiers Elus naturels à devoir en effet se montrer solidaires de tels drames. Mais ces volontés affichées d'apaisement ont été suivies de mesures ou de proposition montrant avant tout la crainte de nos Institutionnels et Politiques (y compris au plus haut niveau) (cf. le couvre-feu proposé et l'Armée dont il a été parlé), sa non-maîtrise d'un phénomène, accréditant la croyance en leur toute- puissance chez certains adolescents, et montrant aussi avant tout l'incapacité de renouer un dialogue entre diverses catégories de citoyens.

-la presse s'est régulièrement fait l'écho des politiques, des élus, de certains experts , mais bien peu des travailleurs sociaux (médecins, psychiatres, psychologues, assistants sociaux et éducateurs)qui eux aussi ont été pourtant là, mais avec des moyens manifestement dérisoires dans le Département .Tout le monde s'accorde en effet à dire que les Associations de quartier, les Clubs de Prévention Spécialisée, les dispositifs permettant précisément de (re) tisser le lien social au quotidien (et pas seulement en cas de crises) pourtant si indispensable dans ces banlieues n'ont pas les moyens suffisants pour leur immense tâche, et ce depuis que les rationalisations budgétaires (certes nécessaires) font effet. Comme dans un autre Secteur plus spécifique (Santé) , beaucoup de ces acteurs ont d'ailleurs l'impression d'être au service d'un Etat qui leur demande de faire de la régulation sociale, mais avec les moyens les plus minimales possibles, voire en la rentabilisant autant que faire se peut ,ce qui ne peut évidemment pas se faire, au risque alors de sombrer peu à peu dans des systèmes concurrentiels ne garantissant aucune déontologie des Services rendus aux Personnes , risquant de favoriser le primat de la Valeur « argent » sur les autres plus humaines et indispensables aux fondements de notre Humanité.(c'est d'ailleurs l'accroissement de cette Valeur de l' argent par rapport aux autres Valeurs plus humaines qui inquiète l'Institution Scolaire dans son ensemble , ses Partenaires Sociaux , Sanitaires et Culturels , mais aussi nombre de Parents, inquiétude qui se retourne ensuite paradoxalement sur et contre des adolescents alors que la Société semble prôner avant tout cette Valeur.).

Nous disposons d'un point de comparaison dans le 13^{ème} arrondissement de Paris où un incendie fin août 2005 a décimé tout un immeuble , nécessitant le relogement urgent , la cellule d'urgence de la part du SAMU , mais aussi la présence immédiate et permanente des travailleurs sociaux du quartier , notamment ceux de la Prévention Spécialisée(Association Jean Cotxet en particulier).Il y a eu évidemment une immense douleur des familles, mais force est de constater qu'il n'ya pas eu « émeute ».Il ya eu accompagnement ,d'abord en urgence, puis sur le long cours, toujours dans la permanence que réclament ces types de phénomènes qui doivent non seulement être reconnus, mais aussi soutenus, accompagnés, et au-delà des déclarations, suivis de mesures concrètes et rapides pour venir en aide à la population. Même s'il est évidemment ensuite toujours possible de discuter les solutions trouvées, même si les conditions ne sont évidemment pas les mêmes qu'en banlieue, il n'empêche que cet incendie aurait parfaitement pu faire le lit d'une émeute de quartier, voire se corréler et préfigurer des événements similaires dans Paris suite aux autres incendies dans les immeubles parisiens durant ce même automne 2005.

Ceci amène à reconsidérer quelques données : Quelques propositions :

-les drames de type mort sont des traumatismes partout. Ils doivent être accompagnés de procédures particulières, individuelles et collectives, connues par les professionnels qui savent les mettre en œuvre et dont c'est le métier, surtout dans des contextes aussi difficiles que les banlieues.

-l'incendie ou la destruction d'un lieu de culte d'une minorité dans un pays, ou d'une majorité dans un quartier, est toujours traumatisante en soi. Là encore, des dispositifs particuliers de reconnaissance et du traitement de ce traumatisme doivent être mis en place.

-la pauvreté et les quartiers les plus démunis sur le plan économique favorisent de fait la violence. Mais elle peut être prévenue ou limitée par des dispositifs adéquats et connus.

-les Personnes y ont d'autant plus besoin d'être accompagnés et soutenus non seulement en cas de crise mais surtout au quotidien, et en l'absence de crise, afin de les prévenir.

-l'Ecole a un rôle primordial à jouer : Si elle peut effectivement aider à l'intégration de certaines Valeurs ou de certains comportements sociaux, elle doit être aussi effectivement soutenue dans son rôle de transmetteur de Savoirs et de Savoir-faire, de modèles culturels, d'opportunités de rencontres avec des modèles, des idéaux, des différences, afin d'aider les adolescents et les enfants à aller au-delà de leur environnement réel difficile.

-Ce type de travail ne doit pas uniquement être fait dans le souci de la régulation d'un Ordre social, faute de quoi il raterait radicalement son objectif. Si la régulation sociale se fait, c'est avec les Individus et les Personnes, ainsi qu'au sein des groupes, et non pas seulement au nom d'un Etat qui ne penserait qu'à sa seule sécurité ou de certains de ses Citoyens, car cela se sent et se sait. Un travail bienveillant autour des Solidarités, de la Citoyenneté, de la Parentalité doit donc être au centre de ce type de dispositifs aussi, ce qui doit évidemment se jouer dès le plus jeune âge et dès que possible.

-les Valeurs Républicaines, si elles se doivent d'être affirmées, ne pourront pas être maintenues si elles ne sont pas comprises, expliquées, et encore moins si elles sont bafouées par leurs représentants institutionnels.

-Très manifestement, la question de la légitimité des actions policières, même si elle ne peut pas expliquer tout, reste une des clefs de l'évolution des banlieues.

-La faillite d'Institutions légitimes ou de leurs représentants est symboliquement équivalente à celle des Pères : elle ne permet plus aux individus de se situer dans une Société, ne leur permet pas de maintenir ni leurs modèles, ni leurs Idéaux, ni leur Surmoi déjà fragilisé de par leurs histoires personnelles. Elle incite donc inévitablement à la violence que ces mêmes Institutions sont pourtant censées limiter de par leur agencement et leur travail ressenti comme légitime si compris, expliqué, et vécu comme authentique car issu d'une véritable prise en compte des problèmes de la population.

-Le travail interculturel doit évidemment être maintenu, voire accentué, faisant partie de notre paysage démographique. L'acceptation authentique du Fait Multiculturel Français est une des conditions incontournables de l'apaisement durable de nos Cités de banlieue. En cela, les faits racistes doivent être d'autant plus travaillés en amont, et réprimés quand ils se produisent.

-Les adolescents en quête naturelle d'identité réclament une reconnaissance. Si elle ne doit évidemment pas leur être donnée sans contreparties ni sans limites, elle doit être favorisée et se faire peu à peu avec eux. Les dispositifs d'expression et de relations doivent être largement favorisés et étendus.

-En ce qui concerne les banlieues, ces dispositifs d'aide à la parole doivent être renforcés, afin d'aider les adolescents à parler leurs difficultés qui sont réelles, à ne pas se

laisser s'y enfermer, afin aussi de les aider à éviter les actes délictueux faute d'avoir pu trouver avec les adultes des solutions plus acceptables.

-La valorisation des initiatives de adolescents dans les banlieues sont particulièrement importantes dans la mesure où ils portent sur leurs épaules la dévalorisation de leurs parents, voire de leurs grands-parents ,qu'ils ont introjectées, et qu'il se sentent peu valorisés dans notre Société, voire rejetés pour certains d'entre eux .

A. Molleron, Psychologue en Prévention Spécialisée et en AEMO,
Membre du Bureau National de la Société Française de Psychologie
Ex-membre du CCPPRB du CHU Bichat- Claude -Bernard.
Membre d'AMPSA.